

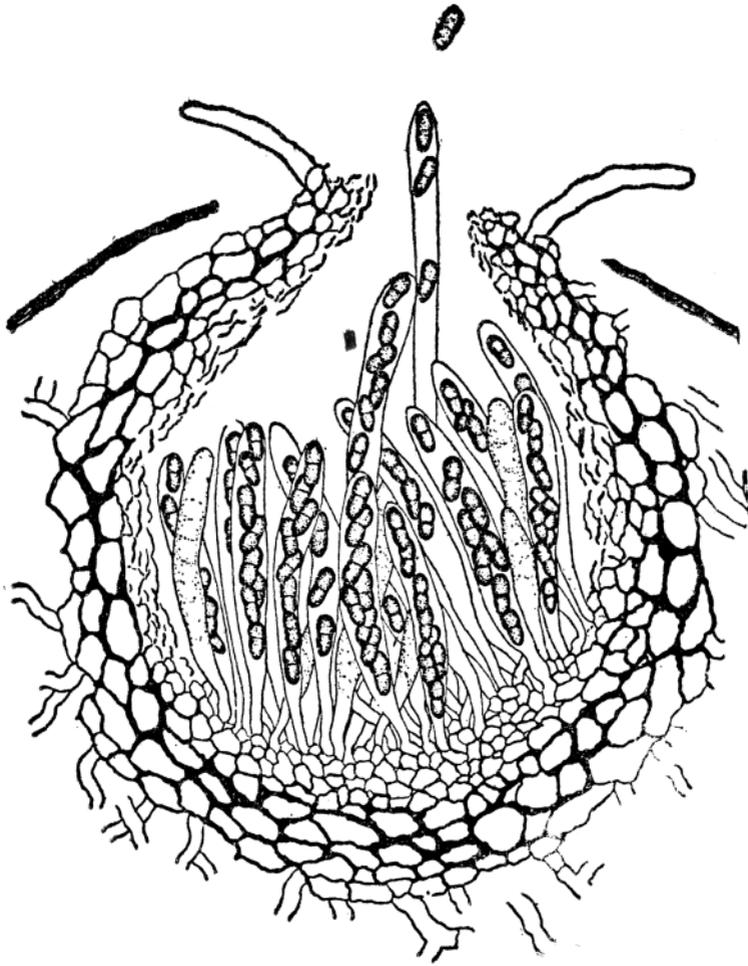
LETTRE AUX COMITÉS

ZAD - NDDL

2016 - 2017



Quelques récits et infos du terrain





En vue de tournées sur la zad dans d'autres pays, puis de donner des nouvelles aux comités de soutien plus proches, nous avons compilé quelques éléments d'histoires et d'infos sur les 18 derniers mois. Nous voulons contribuer par ces mots, à faire vivre la mémoire de cette séquence fiévreuse et à envisager ensemble la suite du mouvement. Cet assemblage a été fait par quelques habitant.e.s de la zad. C'est un point de vue singulier sur cette période, qui ne se prétend ni exhaustif ni être la voix collective des occupant.e.s.

QUELQUES HABITANT.E.S DE LA ZAD

2016

SANS RÉPIT, CONJURER LA MENACE

Des mobilisations massives

Le 30 décembre 2015, un mois après la fin de la COP 21, les paysan.ne.s et habitant.e.s «historiques» de la zad de Notre-Dame-des-Landes reçoivent une convocation au tribunal. AGO-Vinci demande une expulsion immédiate, des amendes quotidiennes drastiques en cas de refus, ainsi qu'une possibilité de saisie des biens et du cheptel. Puisque le gouvernement n'ose revenir en l'état sur le terrain, il tente ainsi d'isoler quelques personnes clés qu'il espère pousser au renoncement en les asphyxiant financièrement. Le président avait pourtant promis d'attendre l'épuisement des recours d'aéroport contre le projet d'aéroport pour expulser les habitants historiques de la zad.

Face à cette menace nouvelle, une manifestation s'organise en dix jours. Le 9 janvier 2016, 20 000 personnes, des centaines de cyclistes et 400 tracteurs convergent sur le périphérique de Nantes et occupent le pont de Cheviré. À l'initiative de COPAIN,¹ 60 tracteurs restent entremêlés au pied du pont à l'issue de la manifestation afin d'obtenir l'abandon des procédures d'expulsion. Un camp s'établit immédiatement au milieu de la quatre-voies avec des barnums, de la paille pour dormir, un four à pizzas, de la soupe à l'oignon et une radio mobile. Il est encerclé, puis attaqué pendant la nuit par la police. Sous les tirs de lacrymos, les manifestant.e.s entassées dans des remorques agricoles sont alors contraintes de repartir en exode sur la quatre-voies. Après une assemblée surchauffée le lendemain à la Vache-rit, s'ensuivent plusieurs jours de blocages en tracteurs et d'opérations escargot sur les routes de la région afin de maintenir la pression. Des dizaines de manifestations, actions et sabotages ont de nouveau lieu partout en France. Cela n'empêche pas le procès de se tenir le 13 janvier et d'amener 3000 manifestant.e.s sur le parvis du tribunal. Le 25 janvier, le juge rend expulsables les habitant.e.s et paysan.ne.s de la zad, mais sans astreintes

¹ Le collectif de paysans opposés au projet du futur aéroport de Notre-Dame-des-Lande, qui fédère assos, orgas et syndicat.

financières. Quelques jours plus tard, un millier d' « *ouvrier.e.s des communs* » répondent à l'« *appel d'offres* » lancé par le « *Comité de pilotage pour un avenir sans aéroport* ». Ils s'agit d'une réponse aux appels d'offres officiels que la préfecture a récemment rendu publics. Celle-ci, après diverses campagnes de pression et une série de sabotages, a de son côté de plus en plus de mal à trouver des entreprises volontaires pour les travaux préliminaires. Mais sur la zad, sous une pluie battante, de nombreux chantiers ont lieu simultanément pour renforcer les structures collectives : aménager une auberge, une salle de réunion, une bergerie ou ouvrir de nouveaux chemins...

Alors que le gouvernement, sous pression, annonce par la voix du Premier ministre que le démarrage du chantier de l'aéroport sera repoussé une nouvelle fois à l'automne, la ministre de l'Environnement déclare qu'il ne peut y avoir d'expulsion par la force de la zad sans risquer « *une guerre civile* ». Le nouveau président de Région se déchaine quant à lui quasi quotidiennement contre les « *ultra-violents* » de la zad, « *zone de non-droit* » qu'il compare à « *Mossoul* » ou « *Damas* ».





Il fait acheter au Conseil régional des encarts publicitaires dans les journaux pour lancer une pétition demandant l'évacuation de la zone. Le site du conseil régional est alors victime d'un piratage révélant que la pétition est pleine de fausses signatures et de doublons.

Le 11 février, à l'occasion d'un remaniement ministériel, le président Hollande négocie l'entrée au gouvernement de quelques élus écologistes aux dents longues et tente de se sortir du borbier en annonçant un référendum sur le projet d'aéroport. Pas dupes de cette entourloupe, plus de 60 000 opposants occupent deux semaines plus tard les quatre-voies proches de la zad, s'offrent un concert sur le bitume et soutiennent la construction d'une tour de guet en acier de dix mètres de haut. Celle-ci s'ancre à l'endroit même où sont censés commencer les premiers travaux du « *barreau routier* », supposé relier les routes existantes à l'aéroport en projet. A proximité de la quatre-voies, la maison de La Pointe, expulsée en 2012, est réoccupée pour une grande fête. Le 27 février devient la plus grosse mobilisation du mouvement anti-aéroport.

Le 25 mars, une quarantaine d'action ont lieu simultanément aux quatre coins du pays, visant principalement les locaux du Parti Socialiste en tant que parti au gouvernement et promoteur du projet d'aéroport : occupation de la mairie à Brest, avis d'expulsion et fermeture du local du PS à Loches ou à Bayonne , locaux du PS redécorsés, repeints ou murés à Douarnenez, Villeurbanne, Saint-Denis, Niort ou Rouen, déversement de sacs de terre dans celui de Valence, construction d'un mur devant la sous-préfecture à Issoire, déambulation au son d'une cornemuse à Blois et référendum de rue à Bressuire, procès du gouvernement à Pontivy et manifestation devant la sous-préfecture à Chalon-sur-Saône, pique-nique devant la mairie à Lorient ou distribution de frites à Foix, déambulation et connexion avec la lutte contre la ferme-usine des 1400 veaux à Guéret, lecture publique d'histoires de la ZAD à Nantes, rassemblement devant le siège du PS à Paris, déambulation à Saint-Herblain ou Redon, carnaval à Toulouse et rassemblement dans le Cher, beach-art à Saint-Malo, jeu de l'oie à Saint-Nazaire...

Pendant tout l'hiver, des équipes d'habitant.e.s de la zad sollicitées par les comités partent en tournée d'information à des centaines de kilomètres à la ronde. Ils animent des discussions dans des salles des fêtes, des cinémas, des MJC ou même dehors quand des mairies interdisent l'accès à leurs locaux.





Solidarités nouvelles et consultation biaisée

Pendant les quatre mois que durent le mouvement Loi Travail !, les rues de Nantes et Rennes sont particulièrement agitées. Des bâtiments et places publiques sont occupés et des dizaines d'établissements bancaires fermés durablement après des attaques successives. Les blocages économiques et les affrontements avec la police se multiplient comme des signes de colère et d'espoirs qui dépassent de loin la question d'une nouvelle réforme précarisant un peu plus le monde du travail. La zad est présente sous diverses formes dans ce grand chambardement et participe aux manifestations et à divers blocages comme celui de la raffinerie de Donges. Des liens plus denses se tissent avec le monde syndical. Tandis qu'au niveau national les travailleurs syndiqués CGT du groupe Vinci refusent de participer aux éventuels travaux de l'aéroport en affirmant dans un communiqué « Nous ne sommes pas des mercenaires ». Une tentative de blocage de l'aéroport existant à Nantes est organisée conjointement par des travailleurs du site et le mouvement anti-aéroport. Cette action porte

sur des revendications liées aux conditions de travail mais affirme aussi une opposition à la construction d'un nouvel aéroport à Notre-Dame-des-Landes.

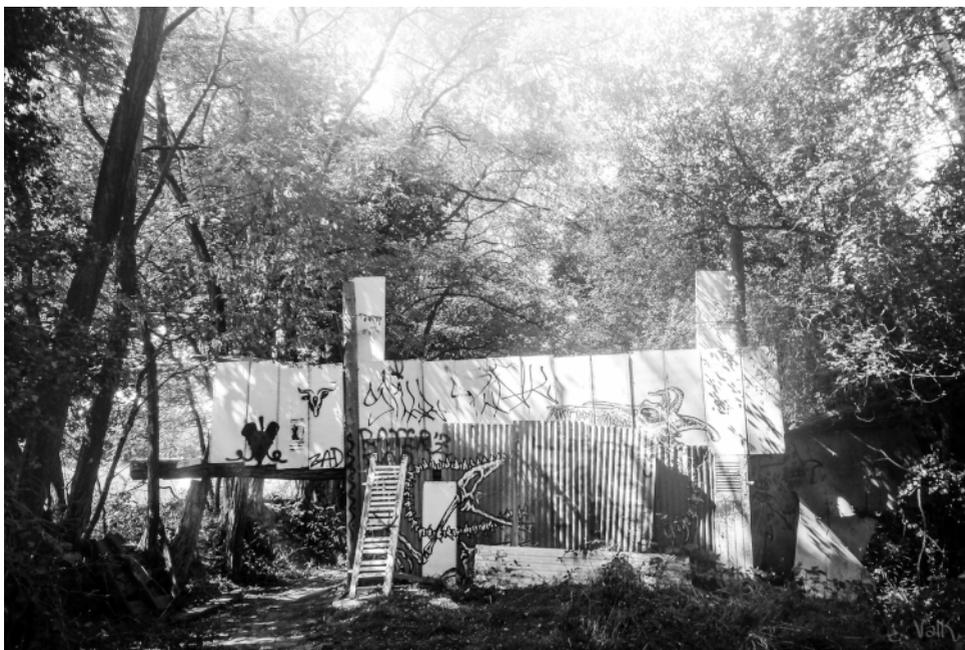
Le dimanche 26 juin, les électeurs de Loire-Atlantique sont appelés à voter pour ou contre le transfert de l'aéroport de Nantes-Atlantique à Notre-Dame-des-Landes. L'ensemble des composantes du mouvement – syndicats, associations, paysans, naturalistes, élus, occupants – avait affirmé clairement qu'elles considéraient « *le cadre, le processus et le contenu de cette consultation* » comme « *fondamentalement biaisés* ». Ils avaient décortiqué pourquoi la consultation était « *basée sur une série de mensonges d'État et radicalement inéquitable*. » Pendant le week-end électoral, rebaptisé « *refaire un dôme* », de nombreux soutiens viennent de nouveau participer à des chantiers et notamment à la construction d'un dôme en terre paille qui puisse servir de nouvel espace d'assemblée. À la fin du week-end, le oui l'emporte à 55 %.

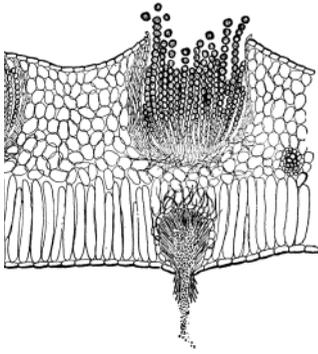
Dans le hangar de la Vache-rit bondé et tandis que des centaines de personnes scandent « *résistance !* », une déclaration commune est faite : « *Nous savons que les attaques du gouvernement et des pro-aéroport vont se*



renforcer. De notre côté, nous n'allons pas cesser pour autant d'habiter, cultiver et protéger ce bocage. Il continuera à être défendu avec la plus grande énergie parce qu'il est porteur d'espoirs aujourd'hui indéradicables face à la destruction du vivant et à la marchandisation du monde. Nous appelons tous les soutiens et comités partout en France et au-delà à se mobiliser et à redoubler de vigilance dans les semaines et mois à venir. ». S'ensuit une grand nuit de fête.

Le lendemain de la consultation, le gouvernement affirme de nouveau qu'il viendra expulser la zad et démarrer les travaux en octobre. Mais il est de plus en plus visible que son opération d'enfumage démocratique n'a réussi ni à affaiblir le mouvement ni à le diviser. 10 jours plus tard, 25 000 personnes convergent pour le traditionnel rassemblement d'été et se donnent rendez-vous pour une nouvelle manifestation massive sur la zad en octobre.





Le serment des bâtons et l'automne chaud

A l'orée de l'automne 2016, la zad n'est pas tétanisée par la perspective d'un nouveau débarquement armé. Les cultures et constructions foisonnent, une bibliothèque et un point d'accueil sont inaugurés. Soixante charpentier.e.s sont venus travailler ensemble sur place fin août pour réaliser avec des outils manuels et des techniques traditionnelles le « *bangar de l'avenir* », destiné à être levé lors de la mobilisation du 8 octobre et à servir d'atelier de construction bois. La préparation aux expulsions et la possibilité d'une destruction de la zad prennent une place croissante dans le quotidien et les assemblées. Tous les week-ends, des formations « *prêt.e.s à défendre la zad ?* » rassemblent des centaines de personnes de tout âge, malgré les appels du Président de région pour faire interdire ces « *camps d'entraînement à la guérilla* ». Le 8 octobre, au moment où le Premier ministre entendait démarrer les expulsions, 40000 manifestants convergent de nouveau par divers chemins sur la zad, en martelant le sol aux cris de « *Nous sommes là, nous serons là !* ». Chaque manifestant.e était invité.e à venir ce jour là armé.e d'un bâton et à le planter sur un talus à côté de la ferme de Bellevue. Le serment y est fait de venir reprendre les bâtons pour défendre la zad en cas d'attaque. Au lendemain de la manifestation, Manuel Valls, Premier ministre, déclare fermement : « *L'évacuation c'est pour cet automne. Ça se fera. Il ne peut pas y avoir d'autre voie.* » Il le répétera semaine après semaine à l'Assemblée nationale. Cette fois, et contrairement à 2012, c'est la quasi totalité des lieux de la zone qui est menacée d'expulsion par la force. C'est-à-dire non seulement les personnes qui s'y sont installées pour y vivre et la défendre ces dernières années, mais aussi les *historiques*. Le ministère de l'Intérieur prévoit la mobilisation de 5000 policiers et donc de la totalité des troupes qui ne sont pas déjà en poste dans le cadre de l'état d'urgence.



Nous entrons alors dans une période d'attente agitée où les signes de solidarité se multiplient depuis des strates multiples de la population. Il s'agit pour le mouvement de dresser les remparts nécessaires, matériels et symboliques, pour ne jamais leur laisser de brèches qui leur permettent de lancer une attaque. Les différents groupes de la zone – presse, communication interne et externe, radio, équipe médicale, légale, zad news – se coordonnent et se préparent. Des tracteurs font des allers et retours pour répartir des amoncellements de pneus, poteaux et balles de foin aux seize points d'entrées de la zad. Des guets sont établis quotidiennement, des alentours directs jusqu'à Rennes, afin de pouvoir, à point nommé, déclencher avec les comités locaux le plan de blocage de la région. Des lycéen.ne.s et étudiant.e.s s'assemblent pour être à même de manifester et bloquer leurs établissements le jour J. Des habitant.e.s proches se préparent à ouvrir leurs maisons et leurs granges, des soignant.e.s, professionnel.le.s ou non, s'appêtent à s'occuper des éventuels blessé.e.s sur le terrain le moment venu, et des juristes à réagir aux mesures répressives que le gouvernement mettra en

place. Des élagueuses et grimpeurs s'entraînent à monter à la cime des arbres menacés d'être abattus. Des journalistes indépendant.e.s et activistes des réseaux sociaux discutent de comment relayer au mieux les infos des opposant.e.s et contrer la propagande du gouvernement. Des romancier.e.s et philosophes construisent un abécédaire et débarquent en bus sur la zad avec des boucliers de livres. Des soutiens s'organisent à des centaines de kilomètres et aux quatre coins de l'Europe pour être parés à nous rejoindre au plus vite. De nouvelles personnes viennent sur la zad pour être sur place en cas d'attaque et finissent par s'y installer.

Le 7 novembre, à la surprise générale, Mme le « rapporteur public » émet un rapport défavorable pour le procès en appel sur les mesures environnementales liées au projet d'aéroport. Elle explique : « *On peut bien se passer d'un nouvel aéroport. On ne peut pas se passer d'eau* ». L'avis du rapporteur est d'ordinaire suivi par les juges, qui doivent dans la foulée statuer de nouveau sur le dossier. Pendant une semaine, tout le monde part donc du principe que le projet devrait logiquement être stoppé, avec une porte de sortie judiciaire. Mais le 14, les juges de la cour d'appel du Tribunal Administratif décident, envers et contre tout, de rester dans la droite ligne des élites locales et de confirmer la « conformité » de l'aéroport. Le 22 novembre, des pirates informatiques facétieux font subir une chute vertigineuse au cours des actions Vinci grâce à un faux communiqué du groupe annonçant des malversations. Au cours du mois de décembre, les annonces martiales du gouvernement s'affaissent et l'on ne prévoit plus qu'un « démarrage de travaux » aux abords de la zone. Des balades du dimanche y sont organisées avec les comités pour repérer les lieux.

Le 21 décembre, la date limite annoncée pour les expulsions est passée ! On célèbre la fin de l'automne, la démission du Premier ministre quelques jours plus tôt et la conjuration de la menace...pour un temps au moins.





2017

METTRE LES DEUX PIEDS DANS L'AVENIR

Tout au long de l'hiver se déploie “abracadaboïs”, un processus d'étude, de rencontres et de chantiers sur la forêt. Après la prise en charge autonome d'une partie des champs et prairies, il s'agit d'aboutir à celle des haies et forêts de la zad, autant pour répondre aux besoins en bois d'œuvre et de chauffage que pour les rendre plus riches et belles pour les siècles à venir. Des rencontres sont organisées avec des travailleurs du bois et des acteurs du réseau des alternatives forestières. Des coupes sont effectuées au cours de l'hiver pour diverses constructions sur la zad.

Les mois de janvier et février sont aussi marqués par des assemblées du mouvement qui ne baissent pas la garde et pendant lesquelles un calendrier d'action est posé jusqu'à l'automne pour maintenir le front et se préparer à l'hypothèse alors la plus probable : l'arrivée au pouvoir de Fillon, de son vizir Retailleau et une attaque frontale et décomplexée sur la zad dès l'automne. Attaque qu'il paraissait alors difficile de repousser de nouveau à priori. Mais la suite indécente de scandales qui frappera le clan Fillon dans les mois qui suivront finira par l'enterrer, et par nous forcer à envisager de nouveaux scénarios un peu moins abrupts.





Ponts

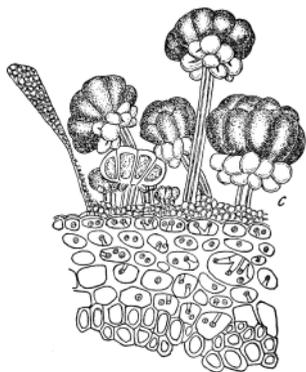
Depuis Nantes, une nouvelle composante de la lutte se structure, « *le collectif syndical contre l'aéroport* » avec entre autre des travailleurs.euses de l'aéroport existant. Avec l'appel « *Reprendre sa vie en main : une idée qui nous parle* », ils mettent en avant comment défendre la zad va pour eux au-delà du refus du projet d'aéroport : « *c'est aussi soutenir une expérience d'émancipation du capitalisme et des rapports marchands.* ». Ils disent espérer voir cette idée se diffuser aussi à l'intérieur des entreprises et du monde salarié.

Le 25 février 2017, la zad appelle à rejoindre la manifestation organisée contre la venue de Marine Le Pen pour son premier grand meeting électoral à Nantes. Alors que les réactions au viol du jeune Theo par un policier à Aulnay-sous-Bois secouent le pays, une partie importante du cortège s'affronte ce jour là avec les forces de l'ordre. Le lendemain deux bus de supporters du front national se rendant au meeting sont immobilisés sur la quatre-voies Rennes-Nantes, au moyen de feux, et entourés par quelques dizaines de personnes masquées qui les arrosent de peinture. Pendant la même période, des rencontres autour des persécutions policières sont organisées sur la zad et des liens tissés avec des familles de victime ou encore avec l'assemblée des blessés. Le 19

mars, deux bus partent de la zad et Nantes pour participer à la marche de la justice et la dignité à Paris. Des échanges se poursuivent tout au long du printemps avec des groupes qui se battent en banlieue ou ailleurs sur les questions de racisme et de répression.

Dans la série initiatives de l'ennemi et embrouilles judiciaires, l'Etat avait décidé en février de s'attaquer à nos outils de solidarité, en convoquant des personnes qui sont titulaires d'un compte bancaire lié au comité de soutien aux inculpé-e-s à Nantes. La gendarmerie les avaient interrogé dans le cadre d'une instruction par rapport à un vieux délit de presse, qui interdit de faire des appels à dons en vue de payer des amendes et des frais de justice (une loi de 1881). C'est la première fois que de telles poursuites se mettent en place à l'encontre d'une des diverses caisses de solidarité qui existent en France. Depuis, la gendarmerie a aussi tenté d'interroger sept personnes qui ont reçu de l'aide du comité. L'attention reste de mise sur les suites de cette affaire et les mobilisations nécessaires.





Sur le terrain

Le 1er avril, une fête « Notre-Flamme-Des-Landes » se tient pour l'inauguration du phare construit à la Rolandière et pour la migration de la bibliothèque du Taslu à ses côtés. Une chaîne humaine démenage les livres de la main à la main depuis l'ancien Taslu.

Pendant ce temps un groupe parti en courant depuis Nantes avec des torches se voit accueilli et renforcé au passage par les comités de la Chapelle-sur-Erdre, Treillères et la Paquelais, jusqu'à son arrivée sur la zad et à l'embrasement du phare.

Au cours du printemps, des tensions émergent au sein du mouvement, sur la place laissée aux différentes formes de présence, d'action, sur les formes d'organisation et leur réappropriation, sur l'ouverture de la zad, entre autre... Il y a aussi de nouveaux différends sur la route d281, dite « route des chicanes », et ses divers usages : personne habitants le long de la route, passages de véhicules agricoles, passages d'autres véhicules et voisin.e.s. Tout cela est ponctué d'un paquet de débats entre occupant.e.s ou avec les autres composantes sur ce qui fait désaccord, mais aussi sur ce qui pourra permettre de continuer ensemble en reclarifiant les bases communes.

A l'approche de l'été, une dynamique de liens internationaux se (re)met en place et des équipes partent en Angleterre, au Pays basque ou en Allemagne pour raconter l'expérience de la zad et parler des possibilités d'actions solidaires en cas d'attaque du gouvernement. Elles reviennent avec des histoires de quartier ouvrier occupé à Victoria, d'habitant.e.s des arbres qui combattent pour préserver une forêt face à l'industrie minière à côté de Cologne ou encore de collectifs anti-nucléaires restés habiter dans la région du Wendland après l'arrêt des convois de transports de déchets radioactifs. Dans le même temps s'organise sur la zad la construction de l' « Ambazada », une cabane intergalactique qui se veut un lieu spacieux pour accueillir des collectifs et renforcer les réseaux. Le chantier épaulé par des « brigades basques » et d'autres, se déploiera tout au long de l'été. Une semaine



« intergalactique » est appelée sur la zad du 17 au 24 août, avec des formations à la défense de la zad, courses d'orientations, chantiers et discussions. (lien pour explication et programme sur le site <http://zad.nadir.org/spip.php?article4625>)

D'autres projets ont vu le jour ces derniers mois : une cabane de soin et de séchage de plantes médicinales sur le champ Rouge et Noir. Celle-ci avait été préparée par un collectif rennais qui est venu la monter sur place. Un garage autogéré ou un espace poterie sont en voie d'être aménagés à la Grée. Un projet de tanneries artisanale s'est mis en place au Hauts-Fay. Un certain nombre d'habitats sont par ailleurs construits ou rénovés, une nouvelle vague d'habitants étant arrivés sur la zad depuis l'automne,

Les semaines sur le terrain sont toujours rythmées par les repas avec les paysans du vendredi midi, les ateliers rap du mardi, les réunions du groupe de médiation « cycle des 12 » du lundi, les chantiers au jardin Rouge et Noir le mercredi ou les non-marchés du vendredi... entre autres rendez-vous des différentes structures et cultures collectives, pour des groupes de parole ou des groupes en concerts, des soirées

jeux ou des matinées boxe, des ramassages de patates ou des collectes d'idées, des rencontres sur les pistes aborigènes ou la résistance anti-pipeline à Standing Rock...

Par ailleurs, deux premières « journées des 4 saisons » se sont déroulées sur la zad. Ce sont des journées de chantiers saisonniers sur les espaces communs de la zad, et de rencontres entre les gens qui font vivre cette lutte et ce territoire. Il s'agit de se consacrer à entretenir et construire ce qui est partagé le plus collectivement. Lors des deux premières sessions le 25 mars et le 19 juin, des nids de poules sont rebouchés sur la route des fosses noires, une fontaine et un local poubelle sont construits, du bois est transporté à Bellevue ou encore des fagots faits pour la boulangerie...

Alors que les sentiers historiques de la zad avaient disparu des cartes distribuées dans les mairies, des boucles de randonnées ont été balisées



et détaillées dans un topo (disponible sur internet et à la Rolandière). L'initiative a été proposée par les camarades du comité de la Chapelle-sur-Erdre qui se sont battus depuis les années 70 contre la privatisation des sentiers autour de chez eux par les grands familles bourgeoises de la région.

Le 29 avril, à l'entre-deux tours des présidentielles, on fête par un Fest-noz la fin du chantier de couverture en ardoise du hangar de l'avenir. Une danse s'y élabore avec des bâtons en vue de la manif du premier mai pendant laquelle se tient pour la première fois un cortège syndical contre l'aéroport qui va marquer les esprits par sa présence vibrante. Depuis, le hangar continue à vivre avec la venue d'une scierie mobile du plateau de Millevache et la fabrication de poutres et planches pendant le mois de juin, puis un chantier-école de charpente pour lui offrir des apprentis en juillet.





www.medbonoel.net



Ce qui se profile.

A l'issue des élections, certains des piliers historiques du projet d'aéroport sont considérablement affaiblis : les éléphants du PS sont en voie de disparition et le couple Retailleau/Fillon a amené son parti à la perte. Hollande passe la patate chaude à Macron et la zad se révèle d'emblée un des premiers dossiers brûlants et clivants du nouveau gouvernement. Aussi puissant que se sente le nouveau petit roi aux ardeurs versaillaises, il a pourtant l'air de comprendre qu'il ne peut s'attaquer en même temps à ceux qui se sont déjà trouvés dans la rue lors du printemps 2016 et à une commune libre qui mobilise autant de passions au-delà de ses lisières... . Il privilégie de hâter d'ici septembre la mise en pièce de ce qui reste de protection dans le monde du travail et décide de temporiser sur l'aéroport. Il annonce à la mi-mai la mise en place d'une médiation sur la question de six mois pour « réétudier » le projet. Quelques jours après, des centaines de personnes des alentours viennent se balader sur la zad et découvrir les lieux lors d'une journée portes ouvertes ensoleillée.

Courant juin, certaines composantes du mouvement font le choix d'aller porter leur point de vue aux rendez-vous proposés par la médiation. D'autres, comme les occupant.e.s et COPAIN, décident de rester en dehors. La médiation représente en tout cas bel et bien un nouveau recul dans lequel l'État en est réduit à s'asseoir visiblement sur ses propres alibis démocratiques et sur la farce de la consultation de l'année passée. Contrairement à la « *commission du dialogue* » mise en place après l'échec de l'opération César, ce processus a pour nouveauté d'intégrer l'hypothèse que l'aéroport ne se fasse pas et ainsi que la possibilité d'une simple « optimisation » de celui qui existe déjà à Nantes. C'est la conséquence de l'échec de tous les autres stratagèmes essayés jusqu'ici par le gouvernement: les pressions judiciaires et financières, les dispositifs d'acceptabilité, les stigmatisations incessantes de la zad, la force policière brute et les tractopelles. Avec la médiation, le gouvernement cherche à faire croire

à un processus neutre et objectif au sein duquel les débats pourraient être tranchés par des experts de manière quasi-scientifique. C'est surtout une manière pour lui de tenter de neutraliser le conflit et de garder la face. Mais quelle que soit la conclusion donnée par le pouvoir à cette séquence, elle ne résultera pas de critères techniques mais bel et bien d'une décision politique, déterminée par des rapports de force.

Il est possible que Macron s'obstine au final à mener à bien la construction de l'aéroport et à retenter la grande expulsion d'ici quelques mois. On peut parier que le mouvement restera alors aussi combatif qu'il l'a été jusqu'alors avec un tas de nouveaux complices. Il peut tout aussi bien décider de se débarrasser d'une partie du fardeau et enterrer le projet, pour mieux essayer ensuite de ramener de force la zad dans le giron de la République. Le 4 juillet, la préfète de Loire-Atlantique a répété, qu'aéroport ou pas, les expulsions auraient bien lieu. Au-delà de la victoire historique que représenterait l'abandon de l'aéroport, celui-ci annoncerait l'ouverture immédiate d'une nouvelle phase de la lutte..

En ce sens, les opposants locaux – paysans, habitant.e.s, occupant.e.s, comités – continuent à élaborer ensemble, pas à pas, les bases d'un avenir commun au-delà de l'aéroport et d'une zone qui ne rentre pas dans le rang. L'objectif est que les formes de vies, d'agriculture et de



luttés qui se sont construites sur ce bocage au fil des années puissent s'y maintenir et se poursuivre. Ces bases communes se sont élaborées après l'opération César et ont été énoncées en 2015 dans le texte dit des 6 points : « Parce qu'il n'y aura pas d'aéroport » (voir à la fin). Ces bases se traduisent entre autre par une volonté que le territoire soit pris en charge par une entité issue de la lutte. Cela implique un refus de toute expulsion des habitants actuels de la zad, ainsi qu'un gel de la redistribution institutionnelle de l'ensemble des terres concernées par l'aéroport, afin de laisser au mouvement le temps de décider de leur usage.

Des initiatives l'affirmeront en pratique au cours des prochains mois avec des installations partiellement légales de paysans compagnons de la lutte ou de projets sans aucun statuts officiels, agricoles ou non. Des assemblées et réflexions reprennent à la fois pour renforcer l'usage actuel du territoire, les communs, et pour nourrir les hypothèses sur les moyens d'arriver à la traduction concrète des aspirations du mouvement en cas d'abandon du projet.

En attendant, des habitant.e.s de la zad et des paysan.ne.s de COPAIN se préparent à être aux côtés de celles et ceux qui résisteront dans les rues à l'automne. Des rencontres récentes ont eu lieu avec des représentants du Front Social, coordination née autour de Paris après le mouvement loi travail. Des convergences se sont trouvées, dans cette dynamique à Nantes comme ailleurs, en vue de ne pas laisser passer les ordonnances de Macron sur la réforme du travail ou sa volonté d'ancrer dans des lois permanentes l'État d'urgence. Des structures de piquet volants et des réseaux de ravitaillement paysans des grèves et blocages à venir s'élaborent dans le bocage.

Nous arrêtons là ces quelques nouvelles et éléments de réflexion et espérons en reprendre le cours avec vous. Bravo à tous les comités de soutien qui ont entretenu la flamme sur cette années intense et sans lesquels ce mouvement n'en serait pas là !



Il y aura probablement, dans les prochains mois, de nouveaux appels à défendre la zad, à lui bâtir un futur ferme ou à en propager l'esprit! Tenez vous aux prêt.e.s !

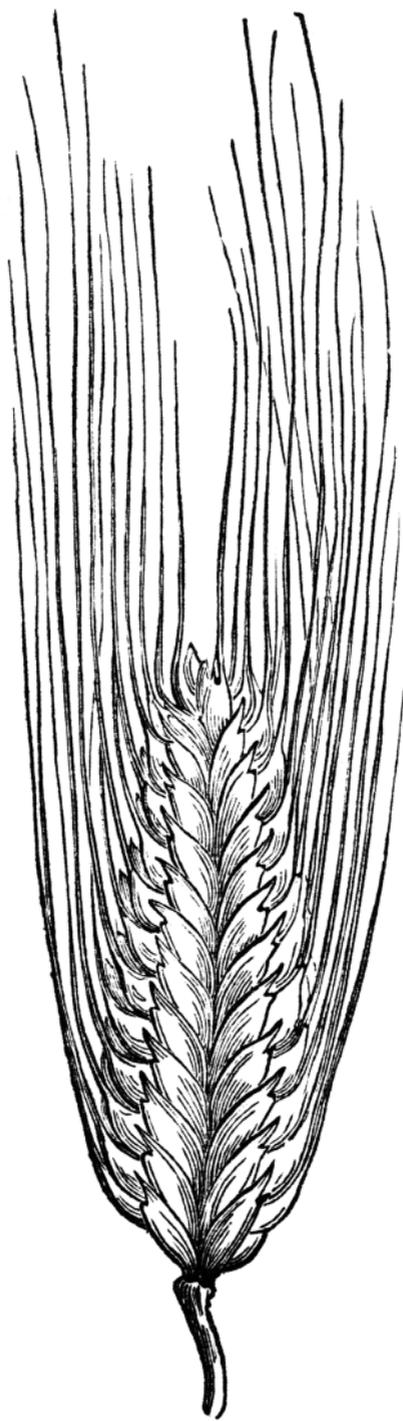


ps : Un hameau de la zad est toujours à l'affiche au cinéma – avec le film « les pieds sur terre » sur le Liminbout » Il est encore possible pour les comités de faire passer le film jusqu'en novembre dans leur cinéma local et d'inviter des personnes du mouvement à des interventions après les diffusions. D'autres peuvent se rendre disponible pour venir animer des soirées sur la suite de la lutte et l'avenir de la zad. Pour faire des propositions en ce sens : zadinfotour@riseup.net

ps2 : Un an après les syndicats CGT de VINCI, c'est maintenant la Fédération Nationale des Salariés de la Construction, du Bois et de l'Ameublement CGT tout entière qui se prononce pour l'abandon du projet d'aéroport et contre l'expulsion des habitants de la zad. Lors de son congrès du 22 juin, plusieurs délégués ont exprimé leur souhait *« de travailler sur des projets socialement utiles et nécessaires (comme des logements sociaux ou des hôpitaux), plutôt que sur des projets aussi dispendieux que contestables (comme le Grand Paris ou la Nouvelle Route du Littoral, à La Réunion).»*







Parce qu'il n'y aura pas d'aéroport

LES 6 POINTS POUR L'AVENIR DE LA ZAD

CE TEXTE EN 6 POINTS A POUR BUT DE POSER LES BASES COMMUNES NÉCESSAIRES POUR SE PROJETER SUR LA ZAD UNE FOIS LE PROJET D'AÉROPORT DÉFINITIVEMENT ENTERRÉ. IL A ÉTÉ RÉFLÉCHI AU SEIN D'UNE ASSEMBLÉE RÉGULIÈRE AYANT POUR OBJET DE PENSER À L'AVENIR DES TERRES UNE FOIS LE PROJET D'AÉROPORT ABANDONNÉ.

ASSEMBLÉE QUI REGROUPE DES PERSONNES ISSUES DES DIFFÉRENTES COMPOSANTES DU MOUVEMENT DE LUTTE.

CE TEXTE A ÉTÉ LONGUEMENT DÉBATTU, À PLUSIEURS REPRISES, DANS DE MULTIPLES COMPOSANTES ET ESPACES D'ORGANISATION DU MOUVEMENT.

Nous défendons ce territoire et y vivons ensemble de diverses manières dans un riche brassage. Nous comptons y vivre encore longtemps et il nous importe de prendre soin de ce bocage, de ses habitant-e-s, de sa diversité, de sa flore, de sa faune et de tout ce qui s'y partage. Une fois le projet d'aéroport abandonné nous voulons :

1

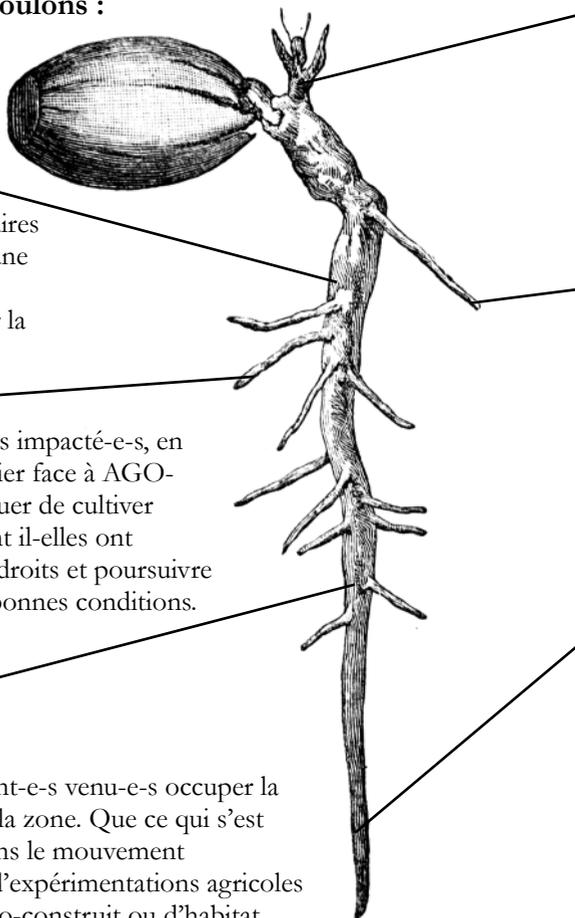
Que les habitant-e-s, propriétaires ou locataires faisant l'objet d'une procédure d'expropriation ou d'expulsion puissent rester sur la zone et retrouver leurs droits.

2

Que les agriculteur-s impacté-e-s, en lutte, ayant refusé de plier face à AGO-VINCI puissent continuer de cultiver librement les terres dont il-elles ont l'usage, recouvrer leurs droits et poursuivre leurs activités dans de bonnes conditions.

3

Que les nouveaux habitant-e-s venu-e-s occuper la ZAD puissent rester sur la zone. Que ce qui s'est construit depuis 2007 dans le mouvement d'occupation en termes d'expérimentations agricoles hors cadres, d'habitat auto-construit ou d'habitat léger (cabanes, caravanes, yourtes, etc.), de formes de vie et de lutte puisse se maintenir et se poursuivre.





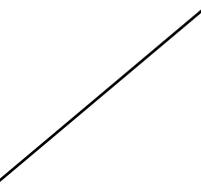
6

Que ces bases deviennent une réalité par notre détermination collective. Et nous porterons ensemble une attention à résoudre les éventuels conflits liés à leur mise en oeuvre.



5

Que ces terres aillent à de nouvelles installations agricoles et non agricoles, officielles ou hors cadre, et non à l'agrandissement.



4

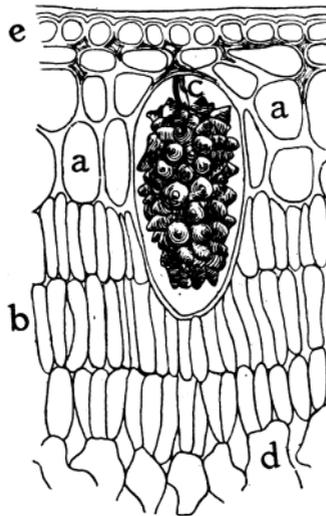
Que les terres redistribuées chaque année par la Chambre d'agriculture pour le compte d'AGO-VINCI sous la forme de baux précaires soient prises en charge par une entité issue de la lutte qui rassemblera toutes ses composantes. Que ce soit donc le mouvement anti-aéroport et non les institutions habituelles qui détermine l'usage de ces terres.

Nous semons et construisons déjà un avenir sans aéroport dans la diversité et la cohésion. C'est à nous tout-e-s des aujourd'hui de le faire fleurir et de le défendre.



Contre
Pour l'aven





Pour plus d'info: www.zad.nadir.org